

Referenzen und Initialen

CB/BMP

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

 Ja
 Nein

Priorität

 Norm.
 Dring.
 Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse und Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

wochentx

Informations hebdomadaires rapides no 50/90 du 10.12.1990

- 1) Irak/Koweit: situation au 10 décembre 1990
- 2) Cycle de l'Uruguay: Conférence ministérielle du 3 - 7 décembre 1990 à Bruxelles
- 3) Arbeitsbesuch des Generalsekretäers im oesterreichischen Aussenministerium, Thomas Klestil, in Bern, 7. Dezember 1990
- 4) Wahl eines neuen Hochkommissars der Vereinten Nationen fuer die Fluechtlinge
- 5) Soforthilfe an die Sowjetunion


1) Irak/Koweit: situation au 10 décembre 1990

a) Otages suisses

Le 6 décembre 1990, le Président Saddam Hussein a demandé à l'Assemblée nationale irakienne de libérer tous les otages étrangers retenus dans le pays. Celle-ci a donné son accord à ce sujet le lendemain. Les sept otages suisses encore en Irak devraient donc pouvoir rentrer en Suisse rapidement.

letzte Zeile

Datum:	10.12.1990
Tel. intern	31.66

Visum:	
--------	--

12.09.50.000.50011



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

b) Vol de rapatriement

A titre de prévoyance, le Chef du DFAE a autorisé le 7 décembre 1990 le Chef de la cellule de crise à utiliser en cas de besoin l'avion du Conseil fédéral pour ce rapatriement. Les autorités irakiennes ayant ensuite fait savoir qu'elles n'accorderaient aucune autorisation d'atterrissage à des appareils étrangers pour le rapatriement d'otages, l'Ambassade de Suisse à Bagdad a été chargée de prendre contact avec la compagnie "Iraqi Airways" afin d'assurer l'évacuation des sept Suisses. Sous réserve de l'accord du Conseil fédéral, le financement du vol de rapatriement sera à la charge de la Confédération.

c) Mission de la Croix-Rouge suisse (CRS)

Le Chef du DFAE a reçu le 7 décembre 1990 MM. K. Kennel et A. Wenger, respectivement Président et Chef de la coopération internationale de la CRS, de retour de leur mission d'assistance aux otages suisses en Irak, qui a permis une amélioration de l'état psychique de ces derniers.

d) Dr Karow, médecin-généraliste allemand

Quelques jours avant la décision irakienne de libération des otages étrangers, nous avons réussi à obtenir le retour à

letzte
Zeile

12.69 50.000 50611

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Bagdad du Dr Karow, Médecin-généraliste allemand, qui avait déjà rendu d'éminents services à nos otages, grâce à sa compréhension et à celle des autorités allemandes.

e) Mission privée de parlementaires suisses

Le Chef du DFAE a reçu le 4 décembre 1990 le CN E. Oehler, responsable de la mission privée de parlementaires en Irak.

2) Cycle de l'Uruguay: Conférence ministérielle du 3 - 7 décembre 1990 à Bruxelles:

La réunion ministérielle de Bruxelles n'a pas abouti. Le cycle de l'Uruguay reste néanmoins en vie. L'espoir demeure que cette négociation, qui dure depuis plus de quatre ans, puisse être conclue d'ici deux mois par un paquet de résultats substantiels. Cela grâce à quelques progrès importants accomplis à Bruxelles dans les secteurs non-agricoles et en dépit de l'impossibilité d'y réaliser la percée décisive.

Parallèlement aux négociations, s'est tenu un débat général au cours duquel le Conseiller fédéral Delamuraz est intervenu pour souligner l'importance d'aboutir, notamment sur le front des règles, des nouveaux sujets, de l'accès au marché et de l'agriculture. Il a également proposé que la relation entre

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

L'environnement et le commerce fasse dorénavant partie des travaux du GATT. Ses collègues de L'AELE l'ont appuyé sur ce point.

Que s'est-il passé à Bruxelles? Dès avant la réunion ministérielle, la négociation d'ensemble était bloquée sur le dossier agricole. Les Etats-Unis et les pays agro-exportateurs du groupe de Cairns refusaient d'entrer en négociation, jugeant l'offre communautaire trop faible. Cette situation ne s'est pas fondamentalement modifiée tout au long de la semaine bruxelloise.

En effet, le Conseil des ministres de la CE, qui a siégé plusieurs fois durant la Conférence, n'a pas autorisé la Commission à dépasser le mandat de négociation reflété dans l'offre agricole communautaire. Toute modification de la politique agricole commune lui paraissait pour l'instant inacceptable. Il apparaissait dès lors difficile de modifier fondamentalement les paramètres de la négociation, cela même si la CE a accepté jeudi d'entrer en matière sur des engagements spécifiques dans les trois volets de la négociation agricole (réduction du soutien interne, réduction des subventions à l'exportation et amélioration de l'accès au marché, ces deux derniers volets n'ayant joué qu'un rôle insignifiant dans l'offre de la CE). Bruxelles a ainsi conduit au moins à une percée méthodologique dans le secteur agricole. Pour les Etats-Unis et le groupe de Cairns, il s'agissait pourtant là d'un progrès

Letzte
Zeile

12.09.80 0000 50611

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

insuffisant. Celui-ci n'aurait pas, en effet, entraîné obligatoirement à lui tout seul une réforme de la politique agricole commune de la CE (PAC). C'est pourquoi les agro-exportateurs ont rejeté la poursuite de la négociation durant la nuit de jeudi à vendredi.

La tendance est claire: la négociation ne pourra aboutir sans un accord substantiel sur le dossier agricole. Ce que Montréal, en décembre 1989, a déjà esquissé, Bruxelles le confirme: le Round reste l'otage du dossier agricole.

A Bruxelles, la CE a montré, sous l'influence prédominante de la France, son unité dans le refus des pressions politiques et médiatiques des Etats-Unis et du Groupe de Cairns. Elle portera toutefois aux yeux de beaucoup, avec le Japon et la Corée, la responsabilité de l'échec bruxellois. En insistant dès la première heure à la fois sur la nécessité d'entrer en négociation sur les trois volets du dossier agricole et sur celle de négocier des règles du GATT claires et précises, permettant de tenir compte des facteurs non économiques de l'agriculture, la Suisse a réussi à défendre sa position, sans se laisser placer sur le banc des accusés. Sa position deviendra néanmoins beaucoup plus délicate et plus exposée lorsque la négociation s'attaquera au 'détail', c'est-à-dire notamment aux engagements chiffrés de réduction du soutien. Cette négociation aura lieu à Genève dans les deux mois qui viennent.

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Le Directeur général du GATT, Arthur Dunkel, qui a reçu le mandat de débloquer la crise agricole dans les semaines qui viennent ne pourra réussir que si la CE, mais aussi d'autres pays, sont prêts à améliorer substantiellement leur offre. Il apparaît ainsi de plus en plus probable que si la négociation réussit dans les deux mois qui viennent - et elle doit réussir de l'avis unanime de tous les ministres présents à Bruxelles - le prix pour la Suisse a de fortes chances d'en être des réformes agricoles qui iront au-delà de son offre actuelle. Il nous faut de ce fait accélérer d'urgence le processus de réforme de notre politique agricole, processus que le Conseil fédéral a déjà entamé.

Dans les quatorze autres domaines de la négociation, des travaux intenses ont permis de réaliser des progrès:

En matière d'accord sur les services, la Suisse, le Canada, le Japon et la Suède ont introduit une proposition d'annexe sectorielle sur les services financiers. Le Conseiller fédéral Delamuraz a lui-même présenté ce texte à la conférence mardi dernier. De plus, huit pays se sont joints à la Suisse et aux Etats-Unis pour soumettre des offres d'engagements initiaux de libéralisation concrète dans différents secteurs des services. Une négociation aura lieu à cet effet dès 1991, une fois que le Round sera terminé.

Dans le secteur des services, la principale difficulté était la

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercodé	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

suivante: sous la pression d'intérêts particularistes de différents secteurs (notamment transports et télécommunications), les Etats-Unis avaient diminué leurs ambitions. Ils voulaient réduire la portée de la clause de la nation la plus favorisée. Un tel affaiblissement leur aurait permis de conclure des accords bilatéraux sans faire bénéficier les autres parties à l'accord général des libéralisations ainsi obtenues. Cela était inacceptable pour de nombreux pays de petite et moyenne dimension comme la Suisse. Un assouplissement de la position des Etats-Unis sur ce point est intervenu durant la dernière nuit et constitue un progrès important. La percée définitive sur les services n'a néanmoins pu être réalisée faute de progrès en matière agricole.

Dans la propriété intellectuelle, les travaux ont beaucoup progressé à Bruxelles. Il s'agit maintenant de préserver l'acquis favorable à la Suisse. Restent essentiellement les problèmes suivants à régler au niveau ministériel:

- l'ancrage de l'accord sur la propriété intellectuelle dans le système du GATT: pour la Suisse et les autres pays industrialisés, cet ancrage est essentiel. Le résultat dépend toutefois des résultats agricoles.
- la possibilité d'exclure de la brevetabilité des domaines de la technologie: avec d'autres pays industrialisés, la Suisse veut obtenir la protection obligatoire des produits pharmaceutiques

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

dans une quarantaine de pays, ainsi que la protection des inventions dans les domaines de la biotechnologie et du génie génétique. L'exclusion des inventions contraires aux bonnes moeurs et à l'ordre public et la possibilité d'exclure les variétés végétales, mais de les protéger par un système sui generis sont suffisantes. Ce point vital pour la Suisse, comme exportateur et comme centre de recherches, ne saura être réglé de manière satisfaisante pour elle qu'avec un résultat substantiel dans l'agriculture et les textiles.

- la durée des brevets: pour la Suisse et pour les autres pays industrialisés, il est nécessaire de fixer une durée de vingt ans. Les pays en développement, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne feront cette concession que s'il y a un résultat agricole satisfaisant pour eux.

Dans les règles, Bruxelles a permis de conclure la négociation sur les règles d'origine et sur les inspections avant embarquement ainsi que de progresser dans les sauvegardes. Peu de progrès en revanche en matière de subventions et d'antidumping, où un processus de négociation a toutefois pu être lancé sous présidence suisse.

Dans l'accès au marché, Bruxelles a permis un accord de principe sur le démantèlement tarifaire pour le secteur des produits pharmaceutiques. Le climat morose de la conférence n'a pas permis

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

de progrès significatifs dans le secteur des produits tropicaux. De plus, le paquet tarifaire d'ensemble actuellement sur la table est encore très modeste, notamment à cause du manque de progrès dans l'agriculture.

Dans les textiles, les consultations ministérielles ont permis de jauger la marge de manoeuvre de chaque participant. Cette négociation pourra aboutir rapidement, dès qu'il y aura déblocage sur l'agriculture. Elle permettra la réintégration de ce secteur dans le GATT.

Ne pouvant réaliser la percée agricole, le Président uruguayen Gros-Espiell a annoncé le vendredi, 7 décembre 1990, à 14 heures la prolongation de la négociation. Dès avant la fin de l'année, le directeur général Dunkel mènera des consultations pour tenter le déblocage agricole, de manière à permettre une intensification, dès janvier, du processus de négociation dans tous les domaines. Cette négociation aura lieu au niveau des hauts fonctionnaires. Une clôture du round en février est ainsi envisageable. Il n'a pas été décidé si cette clôture requerrait une nouvelle réunion ministérielle.

Dans tous les domaines de la négociation et à tous les niveaux, la Suisse a joué un rôle particulièrement actif et constructif.

3) Arbeitsbesuch des Generalsekretäers im oesterreichischen

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

10

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Aussenministerium, Thomas Klestil, in Bern, 7. Dezember 1990

Im Rahmen der jaehrlichen bilateralen Konsultationen empfang Staatssekretaer Jacobi am 7. Dezember 1990 den Generalsekretaer im oesterreichischen Aussenministerium, Thomas Klestil, in Bern zu einem Arbeitsbesuch. Gegenstand der Gespraechе waren die europaeische Integration (EWR-Prozess, politischer Dialog), der Golfkonflikt, bilaterale Fragen, UNO-Aspekte, Fluechtlingsbewegungen aus Osteuropa sowie verschiedene Einzelfragen.

(Ausfuehrlicher Bericht in 'Informations hebdomadaires normales' 50/90.)

letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen:

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

11

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

4)

Wahl eines neuen Hochkommissars der
Vereinten Nationen fuer die Fluechtlinge
Sprachregelung

Die Schweiz haelt ihre Kriterien fuer die Wahl eines neuen Hoch-
kommissars aufrecht, d.h.

- Internationale Statur und politische Erfahrung
- Vertrauen der Staaten der Dritten Welt
- Unterstuetzung der Geberstaaten
- Fuehrungs- und Management-Faehigkeiten.

Von den vorliegenden Kandidaturen stehen fuer die Schweiz in der
angefuehrten Reihenfolge die folgenden im Vordergrund:

1. Flora Macdonald (Kanada)
2. Sadako Ogata (Japan)
3. Bernard Kouchner (Frankreich).

Eineschweizerische Kandidatur besteht zum gegenwaertigen Zeitpunkt
nicht. Sollte der Posten des Hochkommissars der kanadischen Kandi-
datin anvertraut werden, wuerden wir dann allenfalls fuer die Er-
nennung eines stellvertretenden Hochkommissars aus Europa ein-
treten.

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

12

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

5) Soforthilfe an die Sowjetunion.

Am 10. Dezember 1990 wird ein vom Schweiz. Katastrophenhilfekorps (SKH) organisierter Nahrungsmittelkonvoi von Basel in Richtung Moskau fahren. Es handelt sich um 5 - 6 Kraftfahrzeuge mit einer Ladung von insgesamt 86 t. Diese teilen sich auf in 19 t Kinder- nahrung und 67 t Vollmilchpulver.

Es wird die klassische Route ueber Berlin, Warschau, Minsk, Moskau gefahren werden. Ziel des Konvois ist die Schweizerische Botschaft in Moskau. Drei SKH-Freiwillige, darunter ein Ueber- setzer, begleiten den Konvoi.

Eine Aufklaerungsmission, welche vier Experten umfasst, klaert auf Platz die Verteilungsorganisation der Waren ab.

K. Jacobi

////

Copie: BRF JAC CM

NNNN

etzte
cile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum: _____

i.A.22.14.7.3. - CB/BMP

Bern, den 10. Dezember 1990

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 50/90

<u>Index</u>	<u>Page</u>
1) Moskau-Besuch von Bundesrat Felber, 30.11. - 1.12.1990	2
2) Gespräch des Aussenministers von Oman, Yusef Bin Alawj Bin Abdullah (A) bei Bundesrat Felber	7
3) Arbeitsbesuch des Generalsekretärs im österreichischen Aussenministerium, Thomas Klestil, in Bern vom 7. Dezember 1990	8
4) Tagung des Entwicklungshilfe-Komitees der OECD (DAC) auf hoher Ebene (HLM) vom 3./4. Dezember 1990 in Paris	17
5) Gespräche Botschafter C. Ducrey in Rumänien und Besuch einer rumänischen Parlamentarierdelegation in Bern, 7.12.1990	20
6) FMI: Réunion hispano-suisse à Rome - 5.12.1990	24
7) Participation de la Palestine aux Conventions de Genève de 1949 et aux Protocoles additionnels de 1977	26
8) Traité sur l'Antarctique	29
9) Europäisches Laboratorium für Molekularbiologie (EMBL)	31

1) Moskau-Besuch von Bundesrat Felber, 30.11. - 1.12.19901. gespräch brfs mit dem bürgermeister moskaus, g. popov (p.)

p. legte die schwierige lage seiner stadt dar. entscheide, die im moskauer stadtsowjet gefaellt wuerden, betraefen 13,14 mio. menschen, naemlich 9 mio. moskauer, 2,5 mio. ''pendler'' und 2 - 3 mio. ''auswaertige'', die taeglich moskau besuchten. die probleme des landes zeigten sich in ''hypertrophiertem'' zustand in moskau, das unter dem regionalen bzw. gar ''sub-regionalen'' separatismus zu leiden habe. lieferverpflichtungen wuerden gegenueber moskau nicht mehr eingehalten, was zu den massiven mangelsituationen gefuehrt habe. es handle sich zum teil um bewusste sabotage der gegner der perestrojka. die ''sozialistischen gutsherren'', sprich kolchosen und sowchosen, wuerden das im ueberfluss vorhandene getreide zurueckhalten, um der perestrojka zu schaden.

die hilfe des westens, deren annahme durch die zentralbehoerden als ''mutiger schritt'' bezeichnet wird, koenne nur effektiv sein, wenn gleichzeitig massnahmen gegen diese saboteure ergriffen wuerden.

p. ging mit grossem interesse auf konkrete angebote brfs, wie etwa die entsendung von logistikspezialisten des skh, ein. p. erwartet den hoehepunkt der versorgungsengpaesse erst fuer ende februar, maerz.

2. tete-a-tete brf - sevardnadze

in einem 35-minuetigen tete-a-tete aeusserte sich sevardnadze (s.) zu fragen der ''erneuerung der union''. eine vollstaendige ''dezentralisierung'', wie sie einige republiken voreilig anstrebten, sei in der udssr aus zwei gruenden nicht moeglich:

- a) es gebe einen riesigen ''verteidigungssektor'', dessen kontrolle in einer hand verbleiben muesse.
- b) der charakter der wirtschaft (riesige betriebe etwa in der metallurgie koennten nicht dezentralisiert werden).

s. stellt bei den republiken, die lautstark ihre souveraeinitaet reklamieren, eine ''widerspruechliche haltung'' fest. einerseits spraechen sie von einem austritt aus der union, andererseits verlangten sie von den zentralorganen weitgehende konzessionen im wirtschaftsbereich.

laut s. macht man sich im westen vielfach keinen begriff von der komplexheit der situation. westliche kollegen stellten ihm die frage, weshalb moskau etwa die balten nicht ziehen lasse. man vergesse dabei, dass etwa lettland 48 o/o russen aufweise. die bevoelkerung rigas bestehe gar zu 72 o/o aus russen. diese menschen stellten den ''organisiertesten'' teil der bevoelkerung. einen austritt lettlands aus der union wuerden sie nicht hinnehmen. aehnliches gelte fuer estland. insgesamt lebten 60 mio. sowjetbuenger ausserhalb ihrer heimatrepublik. eine ''entflechtung'' dieser verhaeltnisse sei ohne buergerkrieg gar nicht moeglich. s. gab sich jedoch mittelfristig zuversichtlich. die weltweiten integrationsbestrebungen wuerden sich auch in der .su schliesslich durchsetzen.

brf erlaeuterte die grundzuege des schweizer foederalismus.

3. gespraechе brf - sevardnadze

hilfe fuer sowjetische bevoelkerung

von brf auf die moeglichkeiten schweizerischer hilfe angesprochen, bestaetigte s., dass das land ''schwere probleme'' habe. diese seien durch die ''erneuerung auf allen gebieten'' bedingt. hinzu kaemen naturkatastrophen und tschernobyl'. man habe dieses unglueck in der ersten zeit verharmlost.

s. erklarte nach der uebergabe von listen mit benoetigten hilfsguetern an brf, weshalb gerade moskau und leningrad in einer schwierigen lage seien. man habe zwar dieses jahr eine gute ernte zu verzeichnen gehabt, aber in verbindung mit der ''dezentralisierung'' und der ''schwaechung staatlicher disziplin'' wuerden die staedte nicht mehr lueckenlos versorgt. hinzu komme die tendenz der sowchosen und kolchosen, das getreide zurueckzubehalten und damit das vieh zu fuettern. das fleisch gelange aber erst in einigen monaten auf den markt. es gelte, diese monate zu ueberbruecken.

golf

laut s. stand bei der letzten sicherheitsratsresolution das bestreben, eine friedliche loesung des konfliktes zu bewirken, gevatter, dies obwohl das dokument die anwendung von gewalt sanktioniere. tarek aziz sei bei seinem juengsten moskaubesuch ''kategorisch'' aufgefordert worden, kuwait zu raeumen. die su habe nicht die absicht, sich an militaerischen aktionen gegen den irak zu beteiligen. man habe den irakischen aussenminister aber gewarnt, dass die su bereit sei, ''sehr entschlossene massnahmen'' zu ergreifen, wenn auch nur einer der geiseln, unabhaengig von der staatsangehoerigkeit, ein haar gekruemmt werde. s. erhofft sich von der resolution eine ''aktivierung der friedensbemuehungen''. der generalsekretaer koenne im namen der staendigen mitglieder des sk auftreten und plane eine reise in die region. man sei sich auch einig, dass der kontakt mit dem irak nicht abgebrochen werden duerfe.

s. hofft einerseits auf die ''aktivierung des arabischen faktors''. ein sowjetischer vizeausenminister habe kuerzlich zu diesem zweck saemtliche arabischen hauptstaedte aufgesucht. andererseits koennten laut s. auch die europaeer mehr zur loesung des konflikts beitragen, und zwar kollektiv (eg) und im alleingang. auch die schweiz koennte das ihre dazu beitragen. s. spricht sich gegen irgendwelche kuenstlichen ''links'' aus. so sei etwa die irakische haltung, das kuwaitproblem koenne nur zusammen mit der palaestinafrage geloest werden, ''absurd''. andererseits lehne die su aber auch die these ab, wonach zuerst die golfkrise liquidiert werden muesse und erst dann das arabisch-israelische problem neu aufgerollt werden koenne. moskau trete fuer paralleles handeln in beiden krisen ein.

s. gab sich abschliessend zuversichtlich, dass es die ''verschnaufpause'' von 45 tagen gestatten werde, eine friedliche loesung zu finden.

europa

brf legte ausfuehrlich die integrationspolitik des bundesrates dar.

s. betonte seinerseits, die su habe sich verschiedentlich fuer einen ''einheitlichen europaeischen raum'' in kultureller, wirtschaftlicher und politischer hinsicht ausgesprochen. die su habe aber naturgemaess groessere schwierigkeiten als die schweiz, ''sich zu integrieren''. immerhin bemuehe man sich, die beziehungen zur eg zu intensivieren. man habe ein rahmenabkommen und mehrere sektorielle abkommen abgeschlossen. man strebe nun sowjetischerseits nach einem ''noch globaleren'' vertrag.

ksze

botschafter derjabin (ksze-abteilung im am) hob die fruchtbare zusammenarbeit insbesondere im hinblick auf das seminar ueber minderheitenfragen hervor. die sowjetische seite ist auch an einer sehr engen koordination mit der schweiz in sachen friedliche erledigung von streitfaellen interessiert.

Verschiedenes

Ebenfalls interessiert - angesichts der unbefriedigenden Resultate sowjetischer Anstrengungen - zeigte sich S. an einem Erfahrungsaustausch in Sachen Entwicklungshilfe. Er regte ein Expertentreffen in einem Land an, wo sowohl die UdSSR wie auch die Schweiz engagiert sind (z.B. Mozambique). Zu Suedafrika meint S., dass man angesichts der feststellbaren Reformanstrengungen der Regierung die Sanktionspolitik ueberdenken sollte. Schliesslich aeusserte die sowjetische Seite ebenfalls Interesse an einem Gedankenaustausch betreffend die Rolle internationaler Wirtschafts- und Finanzinstitutionen (OECD, BERD, IMF, Weltbank) sowie im Bereich Drogenbekampfung.

Entretien Chef Département (BRF) avec Président
Soviet Suprême et Vice-Président de l'URSS Loukianov (LO)
Moscou, 30 novembre 1990

C'est au Kremlin que le suppléant de Gorbatchov a reçu BRF, fort de la symbolique du siège traditionnel du pouvoir soviétique. LO, chevelure argentée et visage impavide, ponctue son discours la main serrée sur un faisceau de crayons fraîchement taillés, tels un arsenal recyclé de SS-20 post-CFE. Le paradoxe est en filigrane de ses propos, à la fois affirmation de l'autorité centrale et ouverture vers une nouvelle forme de répartition de la souveraineté.

LO se félicite en premier lieu des nouveaux développements de nos relations bilatérales, notamment la concordance soviéto-suisse en faveur de la Réunion sur les minorités nationales de la CSCE. Il relève l'existence de nombreuses entreprises mixtes, et souhaite que l'Accord sur la protection des investissements encouragera les entrepreneurs suisses. LO constate que BRF est venu à un moment crucial du processus de réformes entrepris en URSS. Les mesures prises dans le domaine économique en direction du marché vont être assorties de changements au niveau des relations avec les Républiques. LO est conscient que pour rompre avec le passé il s'agit de changer les mentalités et que là réside la plus grande difficulté. Aussi les différents changements doivent-ils constituer un ensemble pour pouvoir réussir. A ceux qui s'inquiètent de la stabilité future de l'Union, LO répond que toutes les Républiques sont prêtes à accepter des responsabilités uniques dévolues à l'Etat central, telles que marché intérieur, politique étrangère, défense, transport, protection de l'environnement notamment. Il constate que si d'aucunes nient certaines compétences à Moscou, elles ne sont néanmoins pas prêtes à les assumer elles-mêmes. L'essentiel dans la situation mouvante actuelle est de garder la sérénité et la modération. LO souligne enfin l'importance du futur volet parlementaire de la CSCE, qui devrait constituer la "salle principale de la maison commune".

BRF met en exergue le courage et la ténacité des dirigeants soviétiques dans leur volonté de changer les structures économiques et institutionnelles. Le partage de la souveraineté est chose difficile, mais doit aboutir à une image claire. Ceci est important, car si l'on veut encourager l'investisseur, p.ex., il doit savoir où s'adresser. Ainsi les cantons suisses, tout en gardant leur constitution, sont soumis à celle de la Confédération. Par ailleurs, si le pouvoir fédéral décide des lois, les cantons sont libres des modalités de leur application. Dès lors, tous ont des attributs de souveraineté, mais c'est un état d'esprit qui en est le ciment.

LO conclut, fibre juridique oblige, que la réorganisation institutionnelle, dans laquelle le modèle suisse a sa place, devra assurer des règles uniques dans le domaine économique, mais que la lutte pour le contrôle des cordons de la bourse serait très dure.

- 2) Gespaech des Aussenministers von Oman, Yusef Bin Alawj Bin Abdullah (A) bei BRF.

A ist am 4.12.1990 auf sein Ersuchen bei BRF zu einem kurzen Gespaech empfangen worden. Er wuenschte von BRF Aufschluss ueber das Milizsystem unserer Armee zu erhalten. Seine Regierung hege die Absicht, eine Reorganisation der Streitkraefte nach schweizerischem Vorbild in die Wege zu leiten. BRF schlug vor, dass er in dieser Sache am besten im EMD vorspreche, wo er am Freitag, 7.12.1990, von BR Villiger und dem Direktor der Eidg. Militaerverwaltung, H.U. Ernst, empfangen worden ist.

BRF nahm die Gelegenheit wahr, um mit seinem Gast einen Gedankenaustausch ueber die Golfkrise zu pflegen. A weist darauf hin, dass er am 31.10.1990 mit dem irakischen Aussenminister, Aziz ein 5-stuendiges Gespaech gefuehrt habe. Dabei habe er den Eindruck gewonnen, dass die irakische Fuehrung zu einem Rueckzug ihrer Truppen aus Kuwait bereit sei, dass dieser jedoch nach irakischen Vorstellungen mit Verhandlungen ueber saemtliche Probleme im Mittleren Osten, namentlich mit dem Palaestina-Problem, verbunden sein muesse. Er habe seinem irakischen Gespaechspartner zu verstehen gegeben, dass die Verknuepfung aller Probleme im Mittleren Osten eine Loesung wesentlich erschweren wuerde. Er sei erfolgsversprechender, die verschiedenen Problemkreise in getrennten Verhandlungen anzugehen. Oman tritt dafuer ein, dass die USA eine Verpflichtung eingehe, bei der Loesungssuche im Palaestina-Konflikt aktiv mitzuarbeiten. A. fuehrte ausserdem Aziz klar vor Augen, dass eine amerikanische Militaerintervention die totale Zerstoerung Iraks bedeutete.

Anschliessend an das Gespaech bei BRF lud Botschafter Simonin den omanischen Aussenminister zum Mittagessen ein, wobei man vertieft weiter ueber die Golfkrise diskutierte.

3) Arbeitsbesuch des Generalsekretärs im österreichischen Ausserministerium, Thomas Klestil, in Bern vom 7. Dezember 1990

Der im Rahmen der jährlichen bilateralen Konsultationen abgehaltene herzliche und sehr intensive Meinungsaustausch zwischen Staatssekretär Jacobi (JAC) und Generalsekretär Klestil (K.) beschlug die europäische Integration, den Golfkonflikt, bilaterale Fragen, UNO-Aspekte, Flüchtlingsbewegungen aus Ostmitteleuropa sowie verschiedene Einzelfragen.

1. Europäische Integration

JAC legt einleitend die schweizerische Haltung dar, wonach ein konsistenter **EWR-Vertrag** verhindere, die Nicht-EG-Mitglieder überhaupt resp. bis zu deren Beitritt zur EG zu marginalisieren. Ein schlechter EWR-Vertrag würde einen späteren EG-Beitritt der Schweiz vor dem Volk vollends verunmöglichen. Auch K. betont das ehrliche Bestreben Oesterreichs, trotz seines Beitrittsgesuches alles für einen positiven EWR zu unternehmen. Von schweizerischer Seite wird diese Position Oesterreichs dankbar gewürdigt.

Botschafter Kellenberger (KEL) beleuchtet die allgemeine Entwicklung der letzten Monate und bemängelt, dass die EG in den EWR-Verhandlungen gegenüber allen EFTA-Staaten aufträte, als seien diese, was die Pflichten angeht, Beitrittskandidaten, nicht aber was die Rechte betrifft. Leider habe es der Ministerrat am 4. Dezember versäumt, das EFTA-Papier über den politischen Durchbruch zu behandeln. Anscheinend wollte Italien als Präsidialland keine Diskussion, da ihm die Stimmung dafür nicht optimal vorkam. So sei die Kommission ohne politische Wegmarke der Minister, die erst in der Nacht vom 18. auf den 19. Dezember Zeit fänden, zu diesem Thema sich Gedanken zu machen. Jugoslawien und Aegypten stünden auf der Tagesordnung weiter oben, was K. die Ueberzeugung gibt, die EFTA und der EWR würden leider mit Geringschätzung bedacht. Beide Seiten bemängelten, dass die EFTA-Länder am 19.12. nur wenige Stunden Zeit hätten, die Meinung der EG-Minister zu studieren. Die Uebung wird als risikobehaftet angesehen. Immerhin glaube Italien noch an einen Durchbruch wenigstens in 3 Bereichen: - Herstellung einer Struktur zu 19 - definitive Fixierung der Ausnahmen - Ansprechen der Kohäsion mittels posi-

tiver EFTA-Haltung zum EFTA-Fonds für die südlichen EG-Länder. Allerdings sei es ungewiss, ob Italien sich durchsetzt.

Sowohl Oesterreich als die Schweiz relativieren den Begriff des "politischen Durchbruches": dieser kann gesamthaft auch in den ersten Monaten 1991 geschehen, wichtig sei nun einmal ein erster Erfolg auf der Grundlage der italienischen Ideen. Für die Schweiz und Oesterreich käme eine Lösung unter italienischer Präsidentschaft gelegener, da Italien doch mehr Rücksicht auf seine Nachbarn nehme als Luxemburg. Die schweizerische Seite betont, dass auf Regierungsseite keinerlei Abbruchwünsche gehegt werden. Entsprechende Vorstösse seien im Parlament erfolgt.

Was das schweizerische **Verkehrsabkommen** mit der EG betrifft, so dürfte in einer Woche ein letzter bereinigter Entwurf vorliegen. Man erwartet, dass der EG-Ministerrat im Dezember grundsätzlich dazu Stellung nimmt, ob diese Materie bilateral oder im EWR-Rahmen behandelt werden soll. Auch Oesterreich befürwortet den raschen bilateralen Weg. Verkehrsfragen rangieren in Oesterreich mit zuoberst auf der politischen Prioritätenliste. Mit der osteuropäischen Oeffnung hätten sich die Verkehrsprobleme in Oesterreich noch verschärft (täglich Tausende zusätzlicher Busse).

Die Diskussion über die nach einem allfälligen Beitrittsgesuch Schwedens und Norwegens einzunehmende Haltung zeigt, dass Oesterreich als "alter" EG-Kandidat nur dann bereit ist, mit anderen beitrittswilligen EFTA-Ländern die **Beitrittsverhandlungen** gemeinsam zu führen, wenn dadurch keinerlei Zeitverzögerung eintritt. K. meint, Oesterreich habe durch sein frühes Gesuch einen Vorsprung in der gesetzgebenden Vorbereitung gewonnen, indem seit langem alles automatisch auf EG-Verträglichkeit geprüft wird. Zudem sei mentalitätsmässig in Oesterreich der EG-Beitritt akzeptierter als z.B. in der Schweiz oder in Schweden. Gemäss KEL sind dagegen alle EFTA-Länder gesetzlich recht gut vorbereitet, auch bei uns werde nichts mehr Neues erlassen, was nicht EG-kompatibel sei.

In Bezug auf die neu gestellten **Agrarforderungen** der EG möchten beide Seiten die Problematik beim EWR ausklammern und diese Fra-

gen im GATT behandelt wissen. Sollte dieses scheitern, wonach es leider aussehe, kämen nur bilaterale Verhandlungen der EFTA-Länder mit der EG in Frage. Die Schweiz würde dabei sich von den GATT-Regeln leiten lassen, während Oesterreich präferentielle Regeln mit der EG nicht ausschliesst. Gemäss KEL werden wir auf dringende Produktebegehren doch eintreten müssen, möchten aber vorher von der EG klare Vorstellungen betr. den EFTA-Fonds erhalten. Es wurden bereits sehr hohe Beträge zwischen 300 und 800 Mio. ECU pro Jahr genannt. Die Struktur muss ebenfalls noch definiert werden (Kredite wie beim Portugal-Fonds oder A-fonds-perdu-Beiträge wie beim EG-Regionalfonds), und eine akzeptable Verwaltung (Mitbestimmung durch EFTA-Länder) muss gesichert sein. Scheinbar sei die Kommission eher gegen einen solchen Fonds, da sie befürchtet, die EFTA-Länder könnten als Gegenzug zu einer konsistenten Leistung andere ihrer Anliegen durchdrücken wollen. Gar keine Chancen geben beide Seiten der Theorie, wonach EFTA-Osteuropa-Fonds bei den EG-Kohäsionsverhandlungen als Vorleistungen geltend gemacht werden können.

Bei der Beurteilung der Beziehungen **EFTA-Osteuropa** sind sich beide Seiten einig, dass die EFTA ein erstes Auffangbecken für Osteuropa ist zur Festigung marktwirtschaftlicher Strukturen und zur Hilfe für ein Hineinwachsen in die europäische Integration (wirtschaftlicher Prägung). Ein guter EWR-Vertrag hilft den EFTA-Ländern zusätzlich, diese Schrittmacherfunktion zu erfüllen. K. gibt zu, dass die wirtschaftliche Oeffnung nach Osten in Oesterreich gewisse Probleme schaffe, da die Ostländer über 200 Milliarden Schilling Schulden hätten. Privatinvestoren und Banken zeigen sich sehr zurückhaltend.

Eine interessante Diskussion ergibt der Aspekt der **politischen Zusammenarbeit** mit der EG. Soll diese innerhalb des EWR stattfinden oder sui generis sein? K. betont, dass Oesterreich bei einer vollen Beteiligung in der Aussen- und Sicherheitspolitik kein Problem sehe. Einzig gemeinsame Verteidigungsanstrengungen würden durch die Neutralität problematisch. Oesterreich habe schon früher bei UNO-Abstimmungen paralleler zu EG-Entscheiden gestimmt als gewisse EG-Mitglieder. Wichtig sei jedenfalls, dass bei einer Dynamik der EG in diesem Bereich auch Oesterreich dyna-

misch sein müsse.

Die Schweiz wollte ursprünglich über die italienische Präsidentschaft im Communiqué zur Regierungskonferenz vom 18.12. über die Politische Union einen Passus hineinnehmen lassen, der die besonderen Beziehungen zwischen der EG und den EFTA-Staaten festschreibt. Italien will nun diesen Passus in das Communiqué des Ministerkomitees vom 15. Dezember hineinnehmen. Für die Schweiz ist es dabei wichtig, dass die EFTA-Länder nicht mit den ostmitteleuropäischen Staaten in einen Topf geworfen werden.

Da der politische Dialog aller EFTA-Staaten mit der EG wegen der Zusammensetzung (Neutrale sowie NATO-Länder) heterogen ist, überlegt sich die Schweiz einen solchen **Dialog allein der Neutralen mit der EG**. Themen könnten sein: Einbindung Osteuropas, Information über Weiterentwicklung der politischen Union, Koordination bei Immigrationsfragen (Visa, Schengener Abkommen), Rolle der Neutralität.

Die österreichische Delegation nimmt diese Ideen sehr interessiert, aber auch zurückhaltend auf und erklärt, sich diesbezüglich noch keine Gedanken gemacht zu haben. K. zweifelt, ob im EWR Platz für eine Verankerung politischer Fragen sei und fragt nach dem richtigen Gesprächspartner: EPZ (immer noch ausserhalb der EG angesiedelt) oder ein neu zu schaffendes Gremium? Rein bilateral habe Oesterreich bis jetzt mit der EPZ ein quasi institutionalisiertes Verhältnis gepflegt, indem Konsultationen jedes halbe Jahr per Brief an das Präsidialland vereinbart wurden. Sollte dieses System auf alle Neutralen ausgedehnt werden? Die schweizerische Seite betont, dass mit der Idee vorab die Gemeinsamkeiten der Neutralen gewahrt werden sollen und meint, am besten führe man Konsultationen mit der **Troika**, wodurch die Kommission als solche etwas ferngehalten werde. KEL schlägt vor zu warten, bis man wisse, was der EWR wirklich bringe. Bekanntlich enthalte das EG-EFTA-Communiqué vom 19.12.1989 einen Passus über den politischen Dialog im EWR. Es sei zu erwarten, dass die EG dies in den Verhandlungen aufbringe. Es sei also damit zu rechnen, dass über einen Einschluss dieses Aspektes in den EWR debattiert werden müsse, die EFTA-Länder hätten sich klar zu werden, was man

wirklich wolle.

2. Bilaterale Fragen

a) Schweizerisch-österreichisches Konsularabkommen

K dankt der Schweiz für die Bereitschaft, ihre Vertretungen für die vereinbarte Zusammenarbeit zur Verfügung zu stellen, und bedauert, dass das österreichische Vertretungsnetz zu klein sei, um der Schweiz im selben Umfang zu Diensten zu sein.

b) Grundstückerwerb von Schweizern in Oesterreich

Niedergelassene Schweizer sind in Oesterreich beim Grundstückserwerb von den Regelungen der Länder abhängig, die jeden Einzelfall bewilligen müssen. Um dieser Diskriminierung gegenüber niedergelassenen Oesterreichern in der Schweiz ein Ende zu setzen, hat die Schweiz seit längerem schon Verhandlungen gefordert. Wegen der Opposition vor allem der westösterreichischen Bundesländer erfolgte bislang keine Antwort. JAC übergibt K. ein Aide-mémoire mit der Einladung, Gespräche aufzunehmen. K. verspricht unverzügliche Weiterleitung und positive Unterstützung bei den zuständigen Stellen.

c) Flugplatz Altenrhein

K. dankt für die erspriessliche Zusammenarbeit und drückt seine Hoffnung auf baldigen Abschluss der Verhandlungen aus. Noch strittig sind gewisse Lärmschutzzonen auf beiden Seiten.

3. Golfkonflikt

K. informiert über sein Treffen mit dem irakischen Staatssekretär al-Zahawi (Z.) vom 6.12.90. Irak habe um ein Treffen auf sehr hoher Ebene nachgesucht (wenn möglich Bundeskanzler oder Aussenminister), um Oesterreich als Mitglied des UNO-Sicherheitsrates ab 1.1.91 seine Haltung darzulegen. Dabei habe Irak sich darüber

beklagt, dass nur im Falle Iraks so viele Resolutionen erlassen worden seien, nicht aber bei Israel, ganz zu schweigen von den amerikanischen Aktionen in Panama und Grenada. Irak hätte konsultiert werden müssen. Z. verbindet das Kuwait-Problem mit der Palästinafrage und macht klar, dass beim ersten Schuss gegen Irak sein Land unverzüglich Israel mit voller Wucht angreifen werde.

K. antwortete, dass Oesterreich hinter allen Resolutionen stünde, und verlangte sofortige Verhandlungen über in Kuwait konfiszierte österreichische Vermögenswerte, was abgelehnt wurde. K. und JAC beurteilen dieses Gespräch als nicht sehr ermutigend.

K. gibt die Auffassung kund, wonach im Falle eines durch die UNO-Resolutionen gestützten Krieges Oesterreich voll mitmachen werde (weitere Ueberflugrechte für Militärflugzeuge, heute schon ca. 30 pro Tag, Aufbau von Feldlazarets in Oesterreich für verwundete Soldaten) und seine Neutralität dadurch in keiner Weise tangiert sehe. Ein solcher Krieg sei nicht ein Krieg im Sinne des klassischen Völkerrechtes, sondern ein Wiederherstellen der tangierten Weltordnung. Es sei also kein Krieg, sondern ein Einstehen für die kollektive Sicherheit in globaler Form. K. meint, diese Auffassung begänne sich auch in der öffentlichen Meinung Oesterreichs durchzusetzen. JAC sieht eine Diskussion über eine Aequidistanz der Schweiz zu Irak und zum Rest der Welt noch nicht in den Medien, da der Fall noch nicht eingetreten sei. Jedenfalls könne gesagt werden, dass unser Luftraum beim Ausbruch von Feindseligkeiten weiterhin geschlossen bleibe.

4. UNO-Fragen

Oesterreich wird ab 1. Januar 1991 Mitglied des UNO-Sicherheitsrates sein. K. bietet der Schweiz, besonders dem schweizerischen Beobachter in New York, an, dass sein Land als **zusätzliche Informationsquelle** angezapft werden könne.

JAC beschreibt unser vermehrtes Engagement bei den **friedenserhaltenden Aktionen** und stellt einen grösseren Stellenwert der UNO in der Bevölkerung und im Parlament fest. Dennoch käme eine Neuauf-

lage der Diskussion um den UNO-Beitritt erst nach dem EWR und dem Beitritt zu den Bretton Woods-Institutionen in Frage. K. seinerseits meint, Oesterreich sei bei den UNO-Aktionen bis an die Grenze seiner Möglichkeiten gegangen. Oesterreich sei gerne bereit, seine Erfahrungen auf diesem Gebiet durch seine beschlagenen Militärpersonen an schweizerische Militärs weiterzugeben. In Oesterreich sei man auch etwas eifersüchtig gewesen, dass die Schweiz Offiziere in das finnische Ausbildungszentrum geschickt habe und nicht in jenes in Wien. JAC informiert, dass jetzt sogar in der Schweiz ein solcher Lehrgang kreierte werden soll. Beide Seiten wollen die Sache nun prüfen, damit keine unnötige Konkurrenzierung entstehe.

In Bezug auf die alte Frage der **Unterbringung von UNO-Organisationen in Wien** erklärt K., seinerzeit habe Oesterreich ein kostenloses Angebot gemacht und erneuere dieses auch jetzt wieder für den zusätzlichen Bedarf. Zur Beruhigung der Schweiz betont er, es handle sich lediglich um die von den bereits in Wien befindlichen Organisationen angemeldeten Zusatzkapazitäten. Es sollen **keine** weiteren Organisationen als solche anderswo abgeworben werden. Botschafter Keusch ist jederzeit in Wien willkommen zur Besprechung von Fragen in diesem Zusammenhang.

5. Flüchtlingsbewegungen aus Osteuropa

Beide Seiten erkennen in dieser Frage eines der Hauptprobleme der nächsten Zeit. Die Schweiz trage sich mit dem Gedanken, weitere Länder zu "safe countries" zu erklären, damit der Asylprozess nicht zusätzlich belastet werde. K. informiert, dass Flüchtlinge aus der UdSSR nicht nur nach Israel auswandern (JAC erhielt bei seinem Israelbesuch die Zahl 1000 pro Tag genannt), sondern dass diejenigen mit Jiddisch-Kenntnissen nach Oesterreich wollten (gemeinsame germanische Sprache). Nach Aufhebung des Visumzwanges mit Polen seien von der österreichischen Botschaft in Warschau innert 2 Monaten 31000 Visaanträge behandelt worden. Im Hinblick auf die freie Ausreise aus der Sowjetunion sucht Oesterreich bereits in Moskau Lagerhallen (als Büroräume) für den zu erwartenden Ansturm und möchte rasch in andern Städten Konsulate

errichten. Zusätzliches Personal sei unumgänglich (man spreche von mehreren hundert Stellen). Der österreichische Innenminister habe vor einer Woche in Moskau erfahren, dass die sowjetischen Behörden mit ca. 10 Millionen ausreisewilligen Bürgern rechnen, die zu 90 % in die ost-mitteleuropäischen Länder reisen wollen und zu 10 % in den Westen. Die skandinavischen Länder befürchten einen zusätzlichen Druck im Norden aus dem Raum Leningrad. Auf jeden Fall wird die Flüchtlingswelle anschwellen.

Die Aufhebung des Visumzwanges zwischen Polen und Deutschland schaffe zusätzlichen Druck. Schon jetzt gebe es gegen 120000 Polen in Oesterreich sowie etwa 100000 illegale andere Osteuropäer. Die Ausreise aus der Sowjetunion führe zu Eintritten über die grüne Grenze zu Ungarn, das kein Visum für Sowjetbürger kennt.

All diese Probleme hätten die österreichische Regierung dazu geführt, eine Konferenz des Europarates zur Ost-West-Migration auf den 24./25. Januar 1991 nach Wien einzuberufen. Hauptzweck dort werde es sein, eine Neudefinition des Begriffes "Flüchtling" zu finden.

6. Verschiedenes

a) Open Skies

Die Open-Skies-Verhandlungen sollen Ende März in Wien wieder aufgenommen werden. Die schweizerische Seite erinnert daran, dass seinerzeit beschlossen wurde, dass bei dieser Gelegenheit erneut eine gemeinsame Demarche der Neutralen zur Zulassung als Teilnehmer erfolgen sollte. K. unterstützt diese Aktion. Beide Seiten erkennen die Schwierigkeiten, in diese Verhandlung hineinzukommen. Doch ist es gerade für die Neutralen interessant, bei einem allfälligen Verifikationsmechanismus im Zusammenhang mit CFE I mitzumachen. Immerhin hätten sich bereits das letzte Mal 16 von 22 Ländern für einen Einschluss der Neutralen ausgesprochen.

b) Jugoslawien

K. teilt mit, dass dieses Wochenende gemäss seinen Informationen in Slowenien serbische Truppeneinheiten Armeedepots für ihre eigenen Bedürfnisse beschlagnahmen würden. Trotz schwieriger Verifizierungslage habe Oesterreich an der Grenze vermehrte Wachsamkeit angeordnet. Eventuell sei mit Flüchtlingen zu rechnen. Die Situation werde allgemein als gefährlich eingestuft; man wohne einem Aufbrechen der Grenzen von 1914 bei.

c) Albanien

Beide Seiten erkennen in Albanien einen deutlichen Oeffnungswillen. K. informiert, dass Albanien bei ihm um Beobachterstatus in der N+N-Gruppe nachgesucht hätte, worauf beschieden worden sei, Albanien solle sich zuerst in den KSZE-Prozess integrieren. JAC stimmt zu.

*

JAC lädt K. für den Juni zum nächsten Treffen der Staatssekretäre der 4 Neutralen in die Schweiz ein, was gerne akzeptiert wird.

4) **Tagung des Entwicklungshilfe-Komitees der OECD (DAC) auf hoher Ebene (HLM) vom 3./4. Dezember 1990 in Paris**

Die schweizerische Delegation am diesjährigen DAC-HLM wurde von Botschafter F.R. Staehelin, Direktor der DEH, und Vize-direktor W. Jaggi, Chef des Entwicklungsdienstes des BAWI, geleitet.

Ausgehend von der zu Beginn der 90er Jahre nicht mehr bestrittenen Einsicht, dass ein Teil der bisherigen Misserfolge in den Entwicklungsländern auf die ungenügende Mobilisierung und Selbstverantwortung der Partner in den Entwicklungsländern zurückzuführen ist, hat das DAC diesmal für seine wichtigste Jahrestagung als zentrales Thema den Fragenkomplex "participatory development" gewählt. Es ging darum, Gedanken darüber auszutauschen, wie die menschlichen Ressourcen in diesen Ländern stärker zur Teilnahme am politischen, wirtschaftlichen und sozialen Aufbau aktiviert werden können. Der Umbruch in Osteuropa und die Golfkrise mit ihrer Tendenz zur Verdrängung grösserer Hilfsvolumen zulasten der traditionellen Hilfsempfänger in den Entwicklungsländern lieferten den aktuellen Hintergrund, vor dem die Befreiung und Ausschöpfung ungenügend genutzter produktiver Kräfte in den genannten Ländern mehr denn je als unabdingbare Voraussetzung für weitere Fortschritte erscheinen.

Der Schweiz mit ihrer reichen Erfahrung in der basisbezogenen Förderung von lokalen Selbsthilfeorganisationen sowie in der demokratischen Konsensbildung auf breitester Basis kam diese Thematik sehr gelegen. Ihre Stellungnahme setzte sich für vermehrte Beachtung von Anliegen, wie des Schutzes der Menschenrechte, der Rechtsicherheit (auch wirtschaftlich verstanden, zur Förderung des Privatsektors), der demokratischen Mitbestimmung, der Bekämpfung der Korruption, ebenso wie der Hebung der Volksbildung, der Aufwertung der Stellung der Frau, eines möglichst transparenten Spiels der Marktkräfte ein. Sie setzte sich für einen erweiterten Dialog mit Partnerregierungen zu diesen Fragen ein, der die sozialen,

kulturellen und ökonomischen Bedingungen berücksichtigt. Sie reihte sich damit in die an dieser Tagung vorherrschende Strömung ein, welche zwar gewisse partizipatorische Minimalstandards und Menschenrechtsrespektierung verlangt, jedoch den Drittweltländern für die Hilfgewährung keine unerfüllbaren Bedingungen im Sinne westlicher Musterdemokratien stellt .

Bei der Einbettung der Partizipationsdiskussion in die grossen internationalen Herausforderungen der heutigen Zeit wurden, neben den osteuropäischen Umwälzungen und der Golfkrise, mehrfach auch auf die andauernde Verschuldungskrise, die Schicksalstage der Uruguay-Runde des GATT (mit ihrer Bedeutung für einen verbesserten Zugang der Produkte des Südens zu den Märkten des Nordens), die globale Umweltproblematik sowie die Flüchtlingsfrage im Kontext grosser neuer Wanderbewegungen erwähnt. Dies gab der Schweiz Gelegenheit, auf ihr erhöhtes und zunehmend differenziertes Engagement, nicht zuletzt finanzieller Art, auf allen diesen Gebieten hinzuweisen (Osthilfe, beabsichtigter Beitrag für die Länder, die von der Golfkrise stark betroffen sind, geplante globale Klimafazilität der Weltbank sowie CH-700-Entschuldungsinitiative). Insbesondere betonte sie vor dem Hintergrund des neuesten Sicherheitsberichts des Bundesrates auch die sicherheitspolitische Bedeutung der Migrations- und Flüchtlingsprobleme. Eine vertiefte Diskussion ergab sich zur sog.

"Friedensdividende" des laufenden Abrüstungsprozesses, die sich - nicht nur wegen der Golfkrise - weniger rasch realisieren lässt, als anfangs vielfach erhofft. Die Drittweltstaaten mit ihren vielfach überdimensionierten Militärausgaben wurden jedenfalls klar aufgefordert, deren Anteil an den nationalen Budgets zu kürzen.

Eine letzte, kurze Diskussionsrunde galt den komplexen Zusammenhängen zwischen Entwicklung, Umweltzerstörung und Ueberbevölkerung. Die Schweiz erneuerte die grundlegende Forderung der genügenden sozio-kulturellen Einbettung aller diesbezüglicher Hilfsanstrengungen vor allem in den Bevölkerungsfragen. Es wurde die bisherige Arbeit des DAC auf diesem Gebiet gewürdigt

und ein Ausblick auf die weiteren Arbeiten, namentlich die Mitwirkung bei der Vorbereitung der UNCED 92 in der OECD, vorgenommen. Aus anderen Umweltforen bekannte, divergierende Positionen konnten zwar bei dieser Gelegenheit nicht weiter angenähert werden, aber die Wichtigkeit der kommenden kombinierten Umwelt- und Entwicklungsministerkonferenz vom 1. Februar 1990 als Etappe auf dem Weg zu einem OECD-Konsens für UNCED 92 - welcher am DAC-HLM 91 festzuschreiben sein wird - wurde allgemein anerkannt. Mehrere Länder kündigten allerdings an, dass sie nur auf hoher Beamtenebene vertreten sein würden.

Im Ergebnis kann von einer nützlichen Tagung, aber ohne spektakuläre Ergebnisse, gesprochen werden. Im Communiqué sind die üblichen niederländisch-nordisch-französischen ODA-Volumensteigerungsvorstösse im Lichte der Vielfalt der Finanzierungsbedürfnisse und der allseitigen Budgetausterität auf recht bescheidene Dimensionen zusammengeschrumpft. Und schliesslich wurde auch ein US-Vorschlag angenommen, wonach die Eigenanstrengungen der Entwicklungsländer in der Strukturanpassung als wichtiges Kriterium bei der Zuteilung der knappen Hilfsressourcen zu betrachten sei.

5) Gespräche Botschafter G.Ducrey in Rumänien und Besuch einer rumänischen Parlamentarierdelegation in Bern, 7.12.1990

Während eines Besuches in Bukarest vom 3.-6.Dezember und beim Empfang einer rumänischen Parlamentarierdelegation in Bern ergab sich die Gelegenheit, mit Vertretern der verschiedensten politischen Gruppen Gespräche zu führen. Dazu gehörten das rumänische Aussenministerium [Staatssekretär Neagu, Direktoren im AM N.Micu (KSZE), I.Gorita (Europa), M.Dinu (Analyse und Planung)], Regierungs- und Oppositionsparteien [Senatspräsident A.Birladeanu, R.Campeanu (liberale Partei, Gegenkandidat Iliescus bei den Präsidentschaftswahlen), G.Tepelea (Bauernpartei), S.Cunescu (Sozialdemokrat) und D.Calneanu (Vizepräsident der aussenpolitischen Kommission des Senates) und weitere Kommissionsmitglieder] extraparlamentarische Kreise und Journalisten, ein Staatsanwalt sowie die Botschafter Frankreichs und Italiens in Bukarest. Die Unterredungen befassten sich in erster Linie mit der neuen europäischen Architektur, den internen Vorgängen in Rumänien sowie den regionalen Entwicklungen auf dem Balkan und in Moldavien. Seinerseits informierte DY über die Prioritäten der schweizerischen Europapolitik und über die Anpassungen unserer Neutralitätspolitik an die neuen Bedingungen in Europa; vor der rumänischen Gesellschaft für Internationales Recht hielt er einen entsprechenden öffentlichen Vortrag. Im folgenden seien einige der wichtigsten Punkte aus den Erläuterungen der rumänischen Gesprächspartner zusammengefasst:

1. Europäische Architektur

Mit der Pariser Konferenz ist nach Ansicht des Aussenministeriums in Bukarest zwar die Grundlage für eine neue europäische Ordnung geschaffen worden, doch genüge dies nicht, um kurz- und mittelfristig den Zusammenbruch des WAPA aufzufangen. Binnen der nächsten sechs Monate dürfte der WAPA seine militärische Funktion verlieren und zu einem blossen politischen Konsultationsorgan werden. Rumänien strebt wie die andern WAPA-Staaten als Ersatz ein Netz bilateraler Verträge an; für militärische Aspekte sollen die Verteidigungsminister die Ablösung des Paktes organisieren und Verträge unter gleichberechtigten ausarbeiten; auch im allgemeinen sicherheitspolitischen Bereich möchte Rumänien am liebsten eine Serie bilateraler Verträge nach dem Muster des deutsch-polnischen Vertrages entstehen sehen (Grenzgarantie, friedliche Nachbarschaft). Solche Verträge könnten auch mit Nichtmitgliedern des (ehemaligen) WAPA geschlossen werden.

Längerfristig hat für Bukarest eine Annäherung an die Europäische Gemeinschaft erste Priorität. Diese soll in drei Schritten geschehen. Ein erstes Abkommen, welches am 22.10.1990 unterzeichnet wurde, befindet sich im Ratifikationsprozess. Der nächste Schritt wäre die Aushandlung eines Assoziationsvertrages und schliesslich wird für den Anfang des nächsten Jahrzehnts die Vollmitgliedschaft ins Auge gefasst.

Die rumänischen Gesprächspartner bekräftigen ausdrücklich und wiederholt ihren Wunsch, sich Europa und damit möglichst allen europäischen Institutionen anzunähern. In diesem Zusammenhang bitten sie ganz besonders anfang des nächsten Jahres

- in das Phare-Programm der G-24 eingeschlossen zu werden und darin die gleiche Stellung wie die andern Ostmitteleuropäer zu erhalten und
- als "invité spécial" zu den Arbeiten des Europarates zugelassen zu werden.

Ersteres sei für die Sanierung der rumänischen Wirtschaft von Bedeutung; der Europarat sei besonders im Hinblick auf die Ausarbeitung einer neuen Verfassung eine wichtige Stütze.

2. Innere Entwicklung:

Politik: Gespräche mit Vertretern der unterschiedlichsten Richtungen und zugegebenermassen flüchtige Beobachtungen des Bukarester Alltags erlauben folgende Schlüsse:

- Die politische Realität in Rumänien hat sich seit den Ereignissen vom Dezember 1989 grundlegend verändert. Parlamentarische Arbeit, Parteien- und Gewerkschaftsgründungen, Pressefreiheit und manches mehr zeugen davon.

- An die Stelle eines repressiven Systems trat ein Machtvakuum. Zwar gibt es eine gewisse Kontinuität zwischen den Repräsentanten des alten und des neuen Systems; politisches Hauptproblem ist aber nicht mehr die Repression sondern die Schwäche der Regierung und ihre umstrittene Legitimität; diese lässt in manchen Bereichen Raum für repressive Praktiken zwischen einzelnen Gruppen; trotz der unsicheren Lage erachten alle befragten Gesprächspartner das Szenario eines Militärputsches für unwahrscheinlich, was von aussen betrachtet alles andere als offensichtlich ist.

- Der revolutionsartige Umbruch von Dezember 1989 täuschte zunächst darüber hinweg, dass auch Rumänien in eine längere Uebergangsphase eingetreten ist. Während in den andern Staaten Ostmitteleuropas die "société civile" seit Jahren oder gar Jahrzehnten wachsen konnte und sich schrittweise politisch zu artikulieren wusste, muss Rumänien diese Entwicklung gewissermassen nach der Revolution nachholen; die Probleme und Konflikte während dieser Periode sind verständlicherweise heute grösser als anderswo; der Wille, die notwendigen Veränderungen durchzuführen, ist auf breiter Front vorhanden, auch wenn die konkrete Umsetzung dabei umstritten bleibt; wenn die Opposition Zweifel am Reformwillen und an der Person Iliescus hat, äussert sie wesentlich weniger Bedenken bezüglich der Absichten der aktuellen Regierungsmannschaft.

- Gegenwärtig ist ganz offensichtlich ein verschärfter Machtkampf zwischen der Front und der Opposition im Gange; alles deutet

darauf hin, dass die Regierung an Terrain verliert und die Opposition zulegt; dieser Machtkampf kann nicht darüber hinwegtäuschen, dass bis zu einem gewissen Grad jede Regierung auf einen Teil der alten Kader zurückgreifen muss, weil ausreichend ausgebildete und reformfreundige Verwalter fehlen. Die "Vergangenheitsbewältigung" dürfte noch einige Zeit, politische Energien und damit Unsicherheit kosten. Auch wenn beispielsweise die Securitate nicht mehr wirklich aktiv ist, empören sich viele Rumäninnen und Rumänen heute darüber, dass die früheren Peiniger so unbehelligt weiterleben.

Wirtschaft: Wie in den andern ostmitteleuropäischen Ländern besteht das Hauptproblem heute darin, einen Mittelweg zwischen grundlegenden Reformen und dem Schutz der Bevölkerung vor den Folgen dieser Reformen zu finden. Daraus ergibt sich die Notwendigkeit einer schrittweisen Liberalisierung. Auch wenn gewisse Schritte des vorgesehenen und vom FMI begrüßten Liberalisierungsprogrammes verzögert würden (z.B. Preisliberalisierung) scheint der Wille der Regierung, das Paket umzusetzen, doch weiter vorhanden. Zu Recht wohl weist einer der Gesprächspartner darauf hin, dass es zwar eine Theorie für den Uebergang vom Kapitalismus zum Sozialismus gebe, nicht aber eine brauchbare Anleitung für den umgekehrten Weg. Westliche Experten könnten zwar darüber informieren, wie die Marktwirtschaft funktioniere, doch hätten auch sie keine erprobten Erfahrungen für die Uebergangsphase anzubieten. Entsprechende Probleme werden durch den Zusammenbruch des Comecon aufgeworfen: bisher "konditionierte" Wirtschaften müssten jetzt integriert werden; bei diesem Uebergang sei noch manches unklar.

- **Minderheiten:** Die Minderheitenfrage erscheint insgesamt als das grösste, weil emotionsgeladene Thema der rumänischen Innenpolitik. Der Zusammenbruch bisheriger politischer Strukturen hat offensichtlich den Nationalismus als einzigen Integrationsfaktor übriggelassen; die gegenwärtigen Unsicherheiten und der verschärfte wirtschaftliche Kampf führen auch zu einer verschärften Konkurrenz zwischen Volksgruppen. Bestrebungen der Ungaren nach mehr lokaler und regionaler Autonomie werden von der überwiegenden Mehrheit der Rumänen als sezeessionsverdächtige Attacken auf den rumänischen Nationalstaat begriffen. Wiederholt wird zur Untermauerung solcher Sorgen auf die Aussage Antalls, er sei Ministerpräsident von 15 Millionen Ungaren, verwiesen. Gesprächspartner der Regierung verweisen zur Legitimation ihrer Haltung gegenüber der Minderheit auf den enormen Druck der Öffentlichkeit hin. Nationalistische rumänische Kreise setzen die Regierung unter Druck und stellen bisweilen auch kleinste Bemühungen und konkrete Konzessionen gegenüber der Minderheit in Frage (ungarische Schule in Bukarest, ungarisch-sprachige Fakultäten an einigen Universitäten).

Hilfe aus dem Ausland: Regierungs- und Oppositionsvertreter halten eine Hilfe an Rumänien für dringend notwendig. Die Opposition setzt ein gewisses Fragezeichen hinter eine mögliche Finanzhilfe, erachtet aber eine Unterstützung mit politischer

Konditionalität für sinnvoll. Sie möchte vom Ausland eine gewisse Unterstützung dahingehend, dass in den Gesprächen mit der rumänischen Regierung auch Mitglieder der Opposition zugelassen werden um eine einseitige propagandistische Ausschlichtung durch das gegenwärtige Regime zu verhindern.

Eine praktisch uneingeschränkte Zustimmung dürfte eine Unterstützung für die Justiz- oder die Verfassungsreform sowie für die umfassende Information über Menschenrechte und Grundfreiheiten finden. Auch Ausbildungsprojekte, sei es in Wirtschaft und Verwaltung (local government) wären sehr willkommen.

Schlussfolgerung: Die offiziellen Gesprächspartner lassen heute keinen Zweifel darüber, dass ihnen die Zusammenhänge zwischen Vertrauensbildung im Ausland, Respektierung der Menschenrechte und Grundfreiheiten im innern, politischer Stabilität und wirtschaftlicher Reform voll bewusst sind. Insgesamt ist trotz aller Konflikte bei Regierung und Opposition ein hohes Verantwortungsbewusstsein zu erkennen. Dies allein rechtfertigt es, unsere Politik gegenüber Rumänien zu überdenken. (Weitere Informationen an die interessierten Posten folgen).

6) FMI : Réunion hispano-suisse à Rome - 5.12.90

A l'initiative des Directeurs du Trésor italien et français, une rencontre entre une délégation espagnole, dirigée par le Chef de Cabinet du Secrétaire d'Etat à l'Economie, Ruiz, et une délégation suisse composée de MM. Gygi, Kaeser et Lautenberg, a eu lieu à Rome le 5.12.90. La partie espagnole a présenté sa position dans toute sa dureté. En faisant valoir une frustration profonde face au refus du FMI d'augmenter sa quote-part à mesure de la performance croissante de son économie, la délégation de Madrid a tout simplement exclu qu'un outsider puisse obtenir un chiffre plus élevé que le sien. Dans ces circonstances, seul un réajustement équivalent à la quote-part de la Suisse et intervenant simultanément serait acceptable pour Madrid.

La position suisse a été décrite en soulignant à la fois la spécificité de notre approche d'adhésion face à un problème d'adéquation de la quote-part d'un pays déjà membre ainsi que l'horizon chronologique et institutionnel différent entre les deux démarches. Ceci étant, la partie suisse a mis l'accent sur la compréhension pour la frustration espagnole et sa volonté de contribuer à une solution, dont l'absence ne pourrait que nuire à tout le monde.

Les médiateurs italiens et français ont habilement manoeuvré en qualifiant le problème d'essentiellement européen et en isolant progressivement les Espagnols avant de suggérer les éléments suivants d'une possible solution :

1) définition d'un engagement politique de la CE de rechercher une amélioration sensible de la position espagnole au FMI dès que les conditions le permettent

2) comme geste tangible immédiat en faveur de l'Espagne, l'Italie et la France s'engagent à oeuvrer en vue de son admission au G-10.

Alors que, bien sûr, les deux médiateurs ainsi que la délégation suisse ont accepté les termes de la solution esquissée, la partie espagnole s'est dite prête à soumettre le paquet au Ministre des Finances tout en essayant

d'obtenir des précisions supplémentaires quant aux modalités de réalisation et à l'objectif final de leur quota.

Au fil de la discussion, la dureté des Espagnols a cédé le pas à une atmosphère de plus en plus constructive jusqu'à aboutir à une certaine cordialité en fin de réunion. L'objectif du côté suisse a été atteint dans la mesure où nous avons donné le gage de notre bonne volonté et isolé le problème comme étant clairement celui de l'Espagne. Au demeurant, la solution proposée doit maintenant être testée au plan concret de sa réalisation au sein de la CE en ce qui concerne la quote-part et au plan du G-10 pour ce qui a trait à l'élargissement de ce groupe. La partie espagnole a promis une réaction d'ici la fin de la semaine prochaine. Une nouvelle séance pourrait avoir lieu au début de janvier 1991. Le comité d'adhésion pourrait être convoqué immédiatement après.

7) Participation de la Palestine
aux Conventions de Genève de 1949 et
aux Protocoles additionnels de 1977

Par lettre du 18 juillet 1990, l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève s'est adressé au Conseil fédéral et lui a fait parvenir un "Memorandum sur l'adhésion de l'Etat de Palestine aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949". Dans cette lettre, il est demandé au Conseil fédéral:

- a) de procéder à un nouvel examen de la question de l'adhésion de la Palestine aux Conventions de Genève sur la base dudit Memorandum et, pour le moins,
- b) de communiquer à tous les Etats parties aux Conventions de Genève la lettre du 18 juillet 1990 et le Memorandum qui y était annexé.

ad a) On se souviendra que, dans sa note d'information du 13 septembre 1989 remise à tous les Etats parties aux Conventions de Genève, le DFAE précisait que, en raison de l'incertitude au sein de la communauté internationale quant à l'existence ou non d'un Etat de Palestine et tant que la question n'était pas résolue dans un cadre approprié, le gouvernement suisse, en sa qualité de dépositaire, n'était pas en mesure de trancher le point de savoir si la communication qu'il a reçue le 21 juin 1989 de l'Observateur permanent de la Palestine devait être considérée comme un instrument d'adhésion au sens des dispositions pertinentes des Conventions et de leurs Protocoles additionnels.

La DDIP s'est livrée à une étude juridique approfondie des questions soulevées dans le Memorandum palestinien. Les conclusions auxquelles elle aboutit se résument de la manière suivante:

- 1) Seuls des Etats peuvent adhérer aux Conventions de Genève.
- 2) Le Conseil fédéral, dans l'exercice de ses fonctions de dépositaire des Conventions de Genève, n'est pas habilité à trancher de sa propre autorité la question du statut juridique de l'"Etat de Palestine".
- 3) Tant et aussi longtemps que cette question n'aura pas été résolue dans un cadre approprié, le Conseil fédéral ne sera pas en mesure de considérer la demande d'adhésion, dont il a été saisi le 21 juin 1989, comme émanant d'un Etat et donc régulière en la forme.
- 4) Dès l'instant où il lui est impossible de constater la validité formelle de la demande d'adhésion palestinienne, le Conseil fédéral ne saurait, sans outrepasser ses fonctions de dépositaire, accepter ladite demande en dépôt et notifier l'adhésion aux Etats parties aux Conventions de Genève.

En d'autres termes, la position du gouvernement suisse, telle qu'exprimée dans la note du 13 septembre 1989, doit être maintenue.

ad b) Dans la mesure où le Memorandum palestinien a manifestement traité aux Conventions de Genève et que l'une des fonctions du dépositaire consiste à informer les parties des communications qu'il reçoit en relation avec le traité

dont il assure la garde (Art. 77, § 1, lettre e) de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969), il convient de donner suite à la requête de la Palestine tendant à communiquer ledit Memorandum aux Etats parties aux Conventions de Genève.

Compte tenu de ce qui précède, notre mission permanente à Genève a été chargée de remettre à l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève une lettre confirmant notre position telle qu'exprimée dans la note circulaire du 13 septembre 1989 ainsi que l'avis de droit de la DDIP.

Nos représentations à l'étranger, quant à elles, seront chargées de faire parvenir au Ministère des affaires étrangères de chaque Etat partie aux Conventions de Genève une note d'information à laquelle seront jointes copie de la lettre de l'Observateur permanent de la Palestine et copie du Memorandum palestinien.

Toutes les représentations à l'étranger, concernées par cette affaire, recevront des instructions à ce sujet sous peu.

8) Traité sur l'Antarctique

Du 19 novembre au 6 décembre 1990, les 26 Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique du 1er décembre 1959 ont tenu leur XIe réunion consultative spéciale, à Vina del Mar, au Chili. Elles rendaient ainsi hommage au retour de la démocratie dans un pays qu'elles avaient tenu à l'écart comme siège de leurs réunions depuis vingt ans. Ayant adhéré le 15 novembre 1990 au Traité sur l'Antarctique, la Suisse devenait le 39e Etat partie à ce Traité et était invitée pour la première fois à participer à une telle réunion, en qualité d'observateur, compte tenu de son statut de partie non consultative. La délégation suisse était conduite par M. Lucius Caflisch, professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, à Genève.

Initiée par la XVe Conférence consultative qui s'était tenue à Paris, en octobre 1989, la réunion de Vina del Mar avait pour but de mettre en oeuvre un système global de protection de l'environnement en Antarctique. La France, conjointement avec l'Australie, la Belgique et l'Italie, a présenté un avant-projet de Convention faisant de l'Antarctique "une réserve naturelle, terre de science" et prévoyant, pour une durée indéfinie, l'interdiction des activités concernant les ressources minérales. Ces pays qui, en ne signant pas la Convention de Wellington de juin 1988 sur les ressources minérales, ont fait obstacle à son entrée en vigueur, s'opposaient aux Etats miniers tels que les USA, le UK, le Japon et la Norvège. Ces derniers, auxquels s'étaient associés l'Argentine et l'Uruguay, souhaitaient voir élaborés dans un simple protocole au Traité sur l'Antarctique du 1er décembre 1959 des principes régissant la protection de l'environnement, sans interdire expressément l'exploration et l'exploitation des ressources minérales. Adoptant une position intermédiaire, le Chili, par exemple, s'est prononcé en faveur de la poursuite du moratoire institué dans l'Acte final de la Convention de Wellington sur une durée de 20 à 30 ans, ou plus.

Devant ces positions très tranchées, Ambassadeur Andersen de Norvège proposa, de sa propre initiative, projet d'instrument juridique intitulé "Protocole", qui serait accompagné, sous forme d'annexes, des textes élaborés en groupes de travail portant sur la pollution marine, l'élimination des déchets, la conservation de la faune et la flore et enfin la nécessité de fournir, avant d'entreprendre des activités de toute nature en Antarctique, une évaluation de leur incidence sur l'environnement. Désireux de ne perdre la face devant leur opinion publique et pressés d'aboutir à un consensus de peur que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1992 à Rio ne s'empare de ce problème, les Etats au rang de Partie consultative ont accueilli favorablement ce texte, qui devrait servir de bonne base de discussion, selon leur estimation, pour une réunion ultérieure que l'Espagne s'est empressée de convier, à Madrid, du 22 au 30 avril 1991.

Si une entente de dernière heure a pu ainsi s'esquisser, c'est que le noeud central de ces discussions, à savoir la question de l'inscription dans un instrument international de l'acceptabilité ou de l'interdiction des activités minérales en Antarctique, n'a pas été touché. Il est toutefois rassurant de constater que toutes les Parties se sont entendues pour prendre acte, dans le rapport final, de la reconduction du moratoire mentionné plus haut.

9) EMBL (Europäisches Laboratorium für Molekularbiologie)

Die Europäische Konferenz für Molekularbiologie (EMBC), der Rat und der Finanzausschuss des Europäischen Laboratoriums für Molekularbiologie (EMBL) tagten am 29. und 30. November 1990 am Sitz des EMBL in Heidelberg. Der EMBL-Rat wählte einstimmig den schweizerischen wissenschaftlichen Delegierten, Herrn Prof. Dr. Bernhard Hirt, Direktor des "Institut suisse de recherches expérimentales sur le cancer" (ISREC), zu seinem Präsidenten für das Jahr 1991. (Anschliessend kann der Präsident zweimal für ein Jahr wiedergewählt werden.)

Die Schweiz ist Gründungsmitglied des EMBL, das in Heidelberg und an zwei Aussenstationen in Hamburg und Grenoble mehr als 600 Mitarbeiter, Stipendiaten und Gastwissenschaftler beschäftigt. Sie leistet 1990 einen Beitrag von 1,8 Mio sFr. an sein gesamtes Beitragsbudget von 43,7 Mio sFr. Die dem EMBL zur Verfügung gestellten Mittel werden für Grundlagenforschung in 7 wissenschaftlichen Programmen eingesetzt.



K. Jacobi

1.A. 22.14.7.3.

Interne Verteilerliste

Original direkt weitergeleitet

Betrifft: **IH "rapides und normales" 50/90 vom 10.12.1990**

Departementsvorsteher	Bundesrat René Felber	BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter von Salis	VSG
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Pol. Dok. Dienst, Kanzlei Pol. Sekr.		W 338
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Fivat	FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Woker	WOK
	Hr. Friederich	FRI
	Hr. Jenni	JE
	Hr. Pardo	PR
Frankophoniedienst	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Simonin	SI
	Hr. Chappuis	CFR
	Hr. Hauswirth	HC
	Hr. Yersin	YO
	Hr. Brandel/Hr. de Luca	BL/LU
	Hr. Fotsch/Hr. Nobs	FOC/NB
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Pol. Abteilung III	Botschafterin von Grünigen	GRN
Dienst für Abrüstungs- und Nuklearfragen	Minister von Arx	AX
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Dienst für Friedensfragen	Hr. Lehner	LH
Auslandschweizersekretariat	Minister Bodenmüller	BOD
Koord. Int. Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch	KJP
	Botschafter Hoffmann	HO
	Minister Gyger	GWB
Sekt. UNO und int. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater f. europ. Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sekt. int. wissenschaftl. Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Ducret	DUC

Sekt. f. kulturelle + UNESCO-Angelegenheiten	Frau Matteucci-Keller	MAT
Sekr. der nat. schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sekt. Rekr. + Ausb. des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Brogini/Hr. Peter	BRO/PM
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welte	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Dir. f. Entw. Zusam. + hum. Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Del. f. Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Rädgersdorf	RAE
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Dannecker	GI/ DAN
Informationsdienst	Hr. Beti	BEI
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Forschung und Politik	Hr. Hadorn	HAD
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger Hr. Ziswiler	kel zis
CH-91	Botschafter Vallon	VAL

Zentralstelle Gute Dienste

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, W 134

- Seeschiffahrtsamt, Basel

- Botschafter Raymond Probst, Bern (durch Chauffeur zugestellt)

- alle Bundesräte (für Info hebdo)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan		Panama
Abu Dhabi		<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Hamburg	Paris (3)
Akkra	Hanoi	Prag
Alger	Harare	Pretoria
Amman	Havanna	Quito
Amsterdam	Helsinki	Rabat
Ankara	Hong Kong	Rio de Janeiro
Antananarive	Houston	Rom
<u>Asuncion</u>	Islamabad	San Francisco
Athen	Istanbul	San José
Atlanta	Jakarta	Santiago de Chile
Bagdad	Johannesburg	Sao Paulo
Bangkok	Kairo	Singapur
Barcelona	Karachi	Sofia
Beijing	<u>Khartoum</u>	Stockholm
<u>Beirut</u> <i>NIKOSIA</i>	Kigali	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kinshasa	Stuttgart
Berlin/BRD	Kopenhagen	Seoul
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Sydney
Bogota	Kuwait	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lagos	Tel-Aviv
Bonn	La Paz	Tokio
Bordeaux	Lima	Toronto
Brasilia	Lissabon	Tripolis
Brüssel+Mission	London	Tunis
Budapest	Los Angeles	Vancouver
Buenos Aires	<u>Luanda</u>	Warschau
Bukarest	Luxembourg	Washington
Canberra	Lyon	Wellington
Caracas	Madrid	Wien
Chicago	Mailand	Yaoundé
Colombo	Manchester	Zagreb
<u>Conakry</u>	Manila	Riad
Dakar	<u>Maputo</u>	+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien
Damaskus	Marseille	
Dar es Salaam	Melbourne	
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- *IH+DP*